

Contre l'austérité et la régression sociale

IL EST URGENT DE STOPPER L'OFFENSIVE DU GOUVERNEMENT

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

27 NOVEMBRE 2014

Lundi, Hollande est retourné à Florange pour inaugurer une plateforme de recherche et développement industriel qui créera... 15 emplois. En 2012, alors qu'il était candidat à la présidentielle, il avait pourtant assuré, que « lui président » se battraient pour que les hauts-fourneaux restent ouverts. Un an plus tard, il était revenu en tant que chef de l'État pour... entériner la fermeture du site et la suppression de ses 680 emplois ! Son seul engagement d'alors : revenir chaque année. Ce lundi, promesse tenue : il est revenu faire son coup de « com' », en évitant ceux qui manifestaient pour dénoncer sa trahison. Solidement ancré à sa politique anti-ouvrière, il a préféré s'adresser au patronat... qui ne se gêne plus pour en demander toujours plus.

GATTAZ, « MONSIEUR TOUJOURS PLUS » DU PATRONAT

Non contents d'avoir pour eux le « pacte de responsabilité » et ses 40 milliards d'euros d'allègements de cotisations sociales des entreprises d'ici à 2017, la nouvelle proposition de Hollande ne suffit toujours pas aux patrons.

En effet, le 6 novembre, le président annonçait la transformation du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en nouvelle baisse de cotisations sociales en 2017. Malgré cela, Gattaz et ses amis en veulent encore davantage. Après avoir ajouté à la liste de leurs « revendications » le licenciement « sans motif » et la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, ils organisent, début décembre, une « semaine de mobilisation » pour parler... de la « souffrance patronale » !

LES TRAVAILLEURS ET LES CLASSES POPULAIRES PAIENT LA NOTE

Le budget de l'Etat 2015 est un des pires budgets d'austérité jamais voté. Sur l'ensemble des administrations publiques, ce sont 21 milliards d'euros d'économies qui sont prévues.

Sur les seules dotations aux collectivités locales, ce sont 3,7 milliards d'euros qui seront économisés. La

conséquence sera une accentuation de la dégradation de l'emploi public, des conditions de travail des personnels, et des services à la population.

Après les travailleurs de la santé mobilisés depuis plusieurs mois contre les fermetures d'hôpitaux et la casse de la Sécurité sociale, c'est au tour des enseignants et des professeurs des écoles de plusieurs départements d'entrer en lutte contre la disparition programmée des « zones d'éducation prioritaire ». Encore une des belles promesses de Hollande jeté aux orties : les 60 000 postes annoncés dans l'éducation ! Non seulement ces postes n'ont pas été créés, mais on déshabille des écoles et des collèges de quartiers populaires par souci de rentabilité !

LUTTER TOUS ENSEMBLE CONTRE CE GOUVERNEMENT C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT L'ORGANISER

Il est frappant de voir que malgré ces attaques redoublées contre nos emplois, nos acquis, nos conditions de vie ou d'études pour les plus jeunes, les directions des grandes organisations syndicales sont aux abonnés absents ou passent le plus clair de leur temps à négocier de nouveaux reculs sociaux. Aucune perspective de lutte d'ensemble n'est proposée. Que la somme des colères accumulées dans la population et le monde du travail contre sa politique antisociale finisse par

s'exprimer de manière massive et déterminée dans la rue et dans un tous ensemble: c'est pourtant la seule chose sérieuse que pourrait craindre ce gouvernement PS-MEDEF.

Alors, si salariés du public et du privé, jeunes, privés d'emploi, retraités, on s'y mettait tous ensemble, c'est sûr que la peur commencerait à changer de camp.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



75 000 POSTES SUPPRIMES PAR RENAULT ET PSA

« Les Echos » publie le récapitulatif des pertes d'emploi dans l'industrie automobile en France. Les chiffres sont connus mais leur présentation résumée montre bien l'ampleur de l'attaque. En dix ans PSA et Renault ont supprimé 75 000 postes de travail.

Selon les chiffres publiés par les Echos, de 2004 à 2014, le groupe PSA a perdu 44 000 postes de travail passant de 128 000 à 84 000. Le groupe Renault qui avait entamé ses restructurations plus tôt a perdu 31 000 emplois, passant de 76 000 à 45 000. Chez PSA, un seul site, celui de Sochaux emploie plus de 10 000 salariés et chez Renault, le site le plus nombreux est le Technocentre de Guyancourt avec 12 000 salariés, l'usine de Douai, la plus importante de Renault en France, emploie 4 200 salariés

Ces chiffres sont publiés le jour où la direction de PSA annonce encore 3500 suppression de postes, et encore, sans prendre en compte les intérimaires et sous traitants travaillant de plus en plus directement sur les sites des constructeurs. Ce n'est vraiment que tous ensemble qu'on pourra les arrêter !

UNE HISTOIRE D'AMOUR

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi se traduit par des exonérations de charges sociales, mais pas par des créations d'emplois. C'est tout bénéf, car c'est un crédit de 6% sur les salaires ne dépassant pas 2,5 fois le Smic, (3613,45 € brut).

Valls fait semblant d'exiger des contreparties au CICE aux patrons du CAC 40, Pour la forme ... Alors Gattaz, le patron du MEDEF, demande la suppression de l'impôt sur la fortune. Il aurait tort de se gêner !

LA SNCF EST COUPABLE

En 2013 le déraillement d'un train à Brétigny a fait 7 morts. Un cabinet d'experts vient d'établir que le nombre d'agents de surveillance des équipements avait été réduit de moitié entre 2010 et 2012, et que la pièce de la voie défectueuse avait été signalée en 2011 et pas remplacée. Partout l'austérité tue.

XENOPHOBIE BUSINESS

La droite et l'extrême-droite se sont bruyamment réjouies d'un arrêt de la cour de justice européenne qui autorise les États membres de l'UE à refuser des aides sociales à des étrangers.

Ils oublient de citer l'UE quand celle-ci établit d'après moult études que les travailleurs migrants sont en réalité des contributeurs nets aux finances publiques des pays hôtes. Pour le dire nettement : ils cotisent bien plus qu'ils ne reçoivent.

LE CHIFFRE : 30,3%

En 2013, les rémunérations distribuées aux actionnaires ont augmenté de 30,3 %. Ce résultat place la France comme le pays d'Europe qui a versé le plus de dividendes. Et l'Europe a elle-même été la zone la plus prodigue de la planète. Cherchez l'erreur !

MENSONGE ET VIOLENCE COMME POLITIQUE D'ETAT

La presse a finalement révélé ce que tout le monde savait déjà : Cazeneuve, ministre de l'intérieur, a sciemment menti sur la mort de Rémi Fraisse, tué par une grenade offensive tirée par un gendarme. Il était au courant, mais ne connaissait pas la cause de la mort...Il devrait démissionner ! C'est le mensonge d'État, par peur des conséquences de l'annonce de la cause de la mort de Rémi Fraisse. Il a menti pour gagner du temps et couvrir la violence de sa police dans le but de faire taire, intimider, faire peur aux opposants... Le mensonge est une politique d'État, comme vient aussi le rappeler la farce au sommet du pouvoir entre Jouyet, Fillon et Sarkozy. Pour imposer sa politique antisociale, le gouvernement combine la violence sociale à la violence politique et policière. Contre le barrage de Sivens, contre les violences policières et pour l'abandon des poursuites judiciaires contre les manifestants, le combat continue !

SALAIRES : VALLS MONTRE L'EXEMPLE !

Si Valls a refusé un coup de pouce en faveur du SMIC et poursuit le gel des salaires dans la fonction publique, il est plus généreux avec ses plus proches collaborateurs. Selon Mediapart, une étude consacrée aux "effectifs des cabinets ministériels" montre que la rémunération brute moyenne d'un agent employé dans un cabinet ministériel a augmenté de 7,1% sous le gouvernement Valls par rapport au gouvernement Ayrault, de 7.655 à 8.201 euros par mois. Au sein du cabinet de Valls, elle a même progressé de 8%, de 10.106 à 10.911 euros. Hollande et Valls gagnent évidemment beaucoup plus que leurs collaborateurs mais si on réduisait la rémunération et les indemnités des conseillers à leur minimum comme ils l'imposent aux travailleurs, ça ferait une économie de 3,8 millions d'euros. Mais Valls l'arrogant ne doute de rien et nous prévient : « Je refuse qu'on vive avec un chômage de masse parce qu'il est bien indemnisé ». Vu qu'ils semblent envier ces « chanceux » de chômeurs, nous proposons de le mettre, ainsi qu'Hollande, Macron, Gattaz et l'ensemble de leurs cabinets, au RSA jusqu'à nouvel ordre.

LES TRES GRANDS FRAUDEURS LEGAUX

Révélee la semaine passée, l'information a de quoi faire bondir. Plus de 300 multinationales profitent d'accords secrets signés au début des années 2000 avec le Luxembourg. La fiscalité proposée est nulle ou très réduite et concerne des activités n'ayant rien à voir avec ce pays.

Pour la France, l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux représente un manque à gagner total de 60 milliards d'euros par an et en toute légalité, trois fois le « trou de la Sécu ». Qui nous parle d'austérité ? Les mêmes qui organisent ce système fiscal en se payant bien nos têtes !

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas
à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**